

Direction générale du Trésor

BRÈVES SECTORIELLES Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi N°2024-06 du 26 avril 2024

En bref

Énergie

- 1. Le Ministère du charbon relance les enchères pour l'exploitation de nouvelles mines de charbon afin de réduire sa dépendance aux importations.
- 2. L'Inde protège sa production de modules solaires des exportations chinoises avec une nouvelle base de données pour l'application de ses *Domestic Content Rules*.
- 3. Le gouvernement indien anticipe la hausse de consommation d'électricité cet été.

Transports

- 4. Le Ministère du Rail prévoit un plan pour moderniser *Indian Railways* en cas de réélection, avec des investissements à hauteur de 135 Mds USD.
- 5. Une année 2023 record pour les grands ports indiens, de bon augure pour les ambitions indiennes en matière de commerce maritime.

Ville

6. Le cabinet d'architecture français Enia remporte le contrat pour la conception de 8 stations du métro de Nagpur.

Environnement

- 7. L'Inde confirme son désir de se positionner comme leader de la protection des grands fauves.
- 8. L'Inde fait face à une crise de l'eau et espère une bonne mousson conformément aux prévisions de l'agence météorologique.
- 9. Une décision de la Cour Suprême indienne reconnaît le droit à la protection des effets du changement climatique et réinterroge l'équilibre entre protection de la biodiversité et lutte contre le changement climatique.

Numérique

- 10. Élections indiennes 2024 : Comparaison des programmes politiques sur les nouvelles technologies des deux principaux partis politiques.
- 11. La date de soumission des commentaires sur le projet de loi sur la concurrence numérique est repoussée au 15 mai 2024.
- 12. La Banque mondiale crée un indice d'utilisation des infrastructures numériques publiques (IPN) au niveau des États fédérés.

Énergie

Le Ministère du charbon relance les enchères pour l'exploitation de nouvelles mines de charbon afin de réduire sa dépendance aux importations.

Le Ministère du Charbon indien souhaiterait organiser la mise aux enchères de trente nouvelles parcelles destinées à l'exploitation minière. Sur les dernières années, l'état indien a multiplié la mise aux enchères de nouvelles mines de charbon. Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gouvernement de mettre un terme aux importations étrangères de charbon d'ici mars 2026 afin de renforcer l'indépendance énergétique du pays car le charbon demeure un moteur essentiel de la croissance économique indienne. En janvier 2024, le secteur du charbon a affiché la plus forte croissance parmi les huit principaux secteurs industriels identifiés par l'Inde, avec une augmentation de 10,2 % de la production par rapport à l'année précédente. Le pays espère par ailleurs doubler sa production actuelle de charbon et atteindre 1,5 milliard de tonnes annuellement produites d'ici 2030. Dans ce contexte, les importations de charbon ne devraient représenter que 15 % de la consommation totale pour la période d'avril 2024 à mars 2025, en accord avec les ambitions du ministère.

En savoir plus, En savoir plus

L'Inde protège sa production de modules solaires des exportations chinoises avec une nouvelle base de données pour l'application de ses *Domestic Content Rules*.

Le gouvernement indien souhaite accroître ses capacités de production de cellules et modules photovoltaïques afin de mener à bien son double objectif d'installer 500 GW de capacité de production d'énergie non-fossile d'ici la fin de l'année fiscale 2031 et de développer le *Make in India*. Le Secretary (équivalent d'un directeur général d'Administration) du Ministère des énergies nouvelles et renouvelables M. Bhupinder Singh Bhalla a ainsi annoncé la création d'ici deux mois d'une plateforme permettant de tracer l'origine des modules solaires indiens.

Cette plateforme vient pallier au déficit d'information qui réduisait l'efficacité des politiques de subventions conditionnées aux approvisionnements nationaux : *CPSU scheme phase II* (solaire raccordé au réseau), *PM-KUSUM* (solaire agricole), *PM Surya Ghar* (toitures solaires résidentielles). L'annonce intervient alors que la liste des fournisseurs indiens agréés de matériels solaires (ALMM) pour des appels d'offres publics est finalement entrée en vigueur le 1^{er} avril 2024.

Soutenir la production nationale permet à l'Inde de réaffirmer son engagement envers son indépendance énergétique d'ici 2047, une vision mise à l'épreuve par le déstockage massif de matériel solaire par la Chine. Malgré des droits de douanes qui s'élèvent à 40%, les importations de modules et de cellules bradées ont explosé : de 2 Mds USD entre avril 2022 et février 2023, les importations ont atteint 5 Mds USD sur

la même période un an après. Dans ce contexte, l'application effective de ces mesures protectionnistes pourrait avoir des effets délétères pour l'Inde.

Il reste néanmoins des défis dans l'objectif d'un approvisionnement local pour les centrales solaires indiennes. D'un part, la production de modules et cellules solaires contribue davantage à soutenir les exportations du pays, en particulier vers les Etats-Unis qu'à l'approvisionnement local pour les centrales solaires du pays. D'autre part, les fournisseurs inscrits sur la liste ALMM assemblent les modules ou panneaux photovoltaïques en Inde mais gardent des chaînes de valeurs fortement implantées en Chine.

En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus

Le gouvernement indien anticipe la hausse de consommation d'électricité cet été.

Le gouvernement indien a annoncé une série de mesures pour faire face au pic de demande en électricité pour l'été 2024 estimé à 260 GW. L'année dernière, ce pic avait été initialement estimé à 229 GW, avant de finalement atteindre 243 GW.

D'une part, afin de garantir un approvisionnement suffisant, le gouvernement impose du 1^{er} mai au 30 juin aux centrales thermiques à gaz actuellement non connectées au réseau de mettre à disposition leurs capacités de production excédentaire au regard de leurs engagements contractuels existants. Le gouvernement souhaite également repousser les opérations de maintenance prévues pour la période. D'autre part, afin de garantir la capacité des opérateurs de distribution d'électricité (discoms) à fournir en continu de l'électricité aux consommateurs, le gouvernement impose aux centrales à charbon un facteur de charge minimal de 55% afin de lisser les réponses dans le temps.

En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus

Transports

Le Ministère du Rail prévoit un plan pour moderniser *Indian Railways* en cas de réélection, avec des investissements à hauteur de 135 Mds USD.

Le gouvernement prévoit de proposer un investissement d'environ 135 Mds USD sur 5 ans pour la modernisation d'*Indian Railway*s en cas de réélection. Ce programme vise à améliorer l'expérience passagers, à accroître l'offre de transports et à développer trois corridors économiques sur plus de 40 000 kilomètres.

Parmi les mesures envisagées figurent la mise en place d'un programme de remboursement de billets sous 24 heures, l'élaboration d'un nouveau système d'assurance voyage, la création d'une application unique destinée à tous les passagers ou des versions voiture-couchettes pour 200 trains *Vande Bharat* en cours de construction. Le gouvernement a également annoncé plusieurs projets d'infrastructures comme le lancement de la dernière phase du projet de liaison

ferroviaire Udhampur-Srinagar-Baramula permettant la connectivité entre le Jammu et le Cachemire et l'accélération du projet de ligne à grande vitesse Ahmedabad-Mumbai avec la mise en service en avril 2029 d'une première section de 320 km sur les 508 km totaux. Enfin, le gouvernement prévoit la mise en service du nouveau pont ferroviaire de Pamban au Tamil Nadu, reliant Rameswaram sur l'île de Pamban au reste du pays.

En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus

Une année 2023 record pour les grands ports indiens, de bon augure pour les ambitions indiennes en matière de commerce maritime.

Le trafic du port Jawaharlal Nehru, principal port à conteneurs public du pays situé à Bombay, a augmenté de 6,27 % en un an pour atteindre 6,43 millions d'EVP. Le port de Calcutta a également vu son trafic augmenter de 1,11 % sur l'année fiscale 2023-24, établissant un nouveau record.

Ces chiffres sont des symboles importants pour le gouvernement indien qui a fait du développement de ses infrastructures portuaires une priorité, ces dernières souffrant d'un sous-dimensionnement et d'un manque important de moyens financiers. L'ouverture progressive des principaux ports du pays aux investissements privés, couplée à un programme d'investissement de plus de 52 Mds USD entre 2016 et 2025 ont ainsi permis une accélération de l'expansion des ports du pays.

Cette modernisation des infrastructures portuaires contribue également à l'ambition de l'Inde de devenir la puissance centrale de l'océan Indien et à s'opposer aux Nouvelles Routes de la Soie développées par la Chine dans la région.

En savoir plus, En savoir plus



Le cabinet d'architecture français Enia remporte le contrat pour la conception de 8 stations du métro de Nagpur.

Bangalore, Le cabinet d'architecture français Enia a décroché un contrat de trois ans auprès de *Maharashtra Metro Rail Corporation Limited* (MMRCL) pour la conception de huit stations surélevées dans le cadre de la phase 2 du projet de métro de Nagpur. Il s'agit du deuxième contrat de conception pour le métro de Nagpur pour l'entreprise, ayant déjà réalisé avec succès la conception de onze stations.

Le projet de métro de Nagpur bénéficie d'un financement de 130 M EUR de l'Agence française de développement (AFD) pour la construction de 38 kilomètres de lignes de métro aériennes et de 36 stations en élévation.

En savoir plus

Environnement

L'Inde confirme son désir de se positionner comme leader de la protection des grands fauves.

L'Inde accueillera le siège de l'International Big Cat Alliance (IBCA) et financera l'organisation à hauteur de 18 M USD sur la période 2024-2028 pour la conservation des grands félins et de leur habitat. Le pays abrite cinq des sept espèces de grands fauves sur terre dont le tigre qui a particulièrement prospéré, avec une augmentation de 43% depuis 2014 grâce aux efforts de conservation déployés dans le pays. L'IBCA a reçu un soutien international de neuf organisations internationales, dont l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) et le Fonds mondial pour la nature (WWF), et la participation de 16 Etats, parmi lesquels le Brésil et le Bangladesh. Pour assurer le bon fonctionnement de cette alliance, des financements supplémentaires sont attendus de la part des Etats membres ainsi que des diverses organisations internationales. Ces fonds permettront de soutenir les initiatives de conservation, la recherche et les programmes de sensibilisation visant à protéger les grands félins et leur habitat à travers le monde.

En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus

L'Inde fait face à une crise de l'eau et espère une bonne mousson conformément aux prévisions de l'agence météorologique.

Les principaux réservoirs de l'Inde ont atteint en avril leur niveau le plus bas depuis dix ans, ce qui laisse présager une pénurie d'eau potable et d'électricité cet été. Les 150 réservoirs surveillés par le gouvernement central – qui fournissent de l'eau pour la consommation et l'irrigation et constituent la principale source d'hydroélectricité du pays – étaient remplis à seulement 31% de leur capacité à la mi-avril. Les faibles niveaux d'eau font suite à une mousson faible l'année dernière en raison de l'effet El Niño, avec le mois d'août le plus sec depuis plus d'un siècle. La mousson a également été inégalement répartie entre les régions.

La situation pourrait s'aggraver au cours des prochains mois dans les villes du centre et du sud du pays, qui sont confrontées à des vagues de chaleur extrêmes en avril et en mai, d'autant plus que les services météorologiques prévoient des températures minimales et maximales au-dessus des normales de saison. Les ressources en eau de l'Inde ne se reconstituent que vers le mois de juin, avec les pluies de pré-mousson et de mousson. Dans l'Etat méridional du Karnataka, le réservoir principal n'était plus que 16% de sa capacité, ce qui a entraîné une réduction de l'approvisionnement en eau de la ville. Dans d'autres Etats industriels tels que le Maharashtra et l'Andhra Pradesh, ainsi que dans les Etats agricoles de l'Uttar Pradesh et du Punjab, les niveaux sont inférieurs à leur moyenne décennale. Une autre année de mauvaise mousson pourrait encore faire baisser la production de céréales. L'agriculture pluviale occupe environ 51% de la superficie ensemencée nette du pays et représente près de 40% de la production alimentaire totale.

En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus

Une décision de la Cour Suprême indienne reconnaît le droit à la protection des effets du changement climatique et réinterroge l'équilibre entre protection de la biodiversité et lutte contre le changement climatique.

Un récent arrêt de la Cour suprême de l'Inde a reconnu le droit à être protégé des effets néfastes du changement climatique. Cette décision a été prise par extension des articles 14 et 21 de la Constitution, garantissant le droit à la vie et à l'égalité, qui doit maintenant être interprété selon la Cour de manière à inclure le droit à un environnement sain, exempt des effets néfastes du changement climatique. Cette décision fait suite à une affaire portant sur la protection d'espèces d'oiseaux en voie de disparition, affectées par des activités anthropiques telles que la présence de panneaux solaires, d'éoliennes et de lignes électriques. Si la Cour a initialement favorisé la protection des oiseaux, elle a finalement modéré sa décision en soulignant l'importance de trouver un équilibre entre les efforts de conservation et le développement des énergies renouvelables pour lutter contre le changement climatique

Cet arrêt souligne la responsabilité légale des gouvernements en matière d'atténuation du changement climatique et de protection des citoyens contre ses effets. Toutefois, les implications pratiques sur la conservation des oiseaux restent incertaines. Un comité d'experts mandaté par la Cour devrait rendre, dans les prochains mois, ses conclusions sur la conciliation des enjeux ornithologiques et énergétiques qu'imposent le changement climatique.

En savoir plus, En savoir plus, En savoir plus

Numérique

Élections indiennes 2024 : Comparaison des programmes politiques sur les nouvelles technologies des deux principaux partis politiques.

Le programme du BJP sur le secteur numérique pour les élections de 2024 se concentre principalement sur la continuité des programmes numériques existants tels que celui pour l'accès au haut débit pour tous (Bharatnet), la numérisation des cadastres, la promotion de l'éducation numérique et le soutien aux start-ups. Il mentionne également le soutien à l'infrastructure publique numérique pour l'agriculture et le commerce électronique (Open Network for Digital Commerce) ainsi que les coopérations avec des pays partenaires sur le partage de technologies. Sans fournir de détails sur les cadres d'utilisation et les réglementations, le programme mentionne le développement de solutions basées sur de l'intelligence artificielle pour le contrôle du trafic et la gestion des transports, la prise de mesures contre les menaces de cybersécurité, et l'augmentation de la couverture sociale pour les travailleurs itinérants en se concentrant sur leur inscription dans la base de données eShram pour les secteurs informels.

Pour sa part, le principal parti d'opposition, le Congrès national indien, promet de réduire la censure de contenus en ligne en retirant le projet de loi sur les services de

radiodiffusion (réglementation) de 2023 et de réduire la surveillance gouvernementale en modifiant la loi sur la protection des données personnelles numériques adoptée en août 2023. Il propose également d'adopter une loi qui rendra plus difficile les coupures d'internet par le gouvernement. Au cours des cinq dernières années, l'Inde a été en tête de la liste des pays appliquant des coupures délibérées d'internet.

En savoir plus

La date de soumission des commentaires sur le projet de loi sur la concurrence numérique est repoussée au 15 mai 2024.

Le gouvernement indien a repoussé la date limite pour recueillir les commentaires des parties prenantes sur le projet de loi sur la concurrence numérique, la faisant passer du 15 avril au 15 mai 2024. Le Comité sur la loi sur la concurrence numérique, spécialement constitué pour évaluer la nécessité d'un cadre ex ante pour un marché numérique équitable et non discriminatoire en Inde, a publié son projet de loi ainsi qu'un rapport le 12 mars 2024.

Dans son rapport, la commission recommande une réglementation sélective ex ante des grandes entreprises numériques qui offrent des services numériques de base. La définition de services numériques de base inclue notamment des services d'intermédiation en ligne* et d'agrégation de contenu. Le rapport définit des critères qualitatifs et quantitatifs pour classer ces entreprises dans la catégorie des entreprises numériques d'importance systémique (SSDE). Ils reposent sur la base du chiffre d'affaires, du nombre d'utilisateurs et de la gross merchandise value (total des ventes d'une plateforme de commerce en ligne). La commission recommande également l'imposition de sanctions financières, plafonnées à 10 % du chiffre d'affaires mondial, en cas de pratiques anticoncurrentielles.

* Conformément à la loi européenne sur le marché numérique, les services d'intermédiation en ligne sont définis comme des services de la société de l'information qui (a) permettent aux utilisateurs professionnels d'offrir des biens ou des services aux consommateurs en vue de faciliter l'initiation de transactions directes entre ces utilisateurs professionnels et les consommateurs, et (b) sont fournis aux utilisateurs professionnels sur la base de relations contractuelles entre le fournisseur de ces services et à la fois ces utilisateurs professionnels et les consommateurs auxquels ces utilisateurs professionnels offrent des biens ou des services.

En savoir plus

La Banque mondiale crée un indice d'utilisation des infrastructures publiques numériques (IPN) au niveau des États fédérés.

La Banque mondiale, en collaboration étroite avec le Ministère indien de l'Électronique et des Technologies de l'Information (MeitY), travaille sur la mise en place d'un indice de recours aux infrastructures numériques publiques (IPN) au niveau des États. L'adoption de ces infrastructures varie d'un État à l'autre, et l'établissement d'un indice exhaustif devrait favoriser une diffusion plus étendue de ces infrastructures. Selon l'association indienne des entreprises de services logiciels NASSCOM, les IPN ont contribué à l'activité économique du pays à hauteur de 31,8 Mds USD, représentant 0,9 % du PIB de l'Inde. On estime que d'ici 2030, cette contribution devrait atteindre entre 2,9 % et 4,2 % du PIB, en tenant compte de leurs impacts directs et indirects.

En savoir plus

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction: Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous: https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud